

HENRI ET LÉON  
MAZEAUD

PROFESSEURS A LA FACULTÉ DE DROIT  
DE PARIS

JEAN  
MAZEAUD

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION

LEÇONS  
DE  
DROIT  
CIVIL

*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques  
(Prix Dupin Aîné, 1965)*

TOME TROISIÈME

---

CINQUIÈME ÉDITION

par

MICHEL de JUGLART

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS II

---

*DEUXIÈME VOLUME*

PRINCIPAUX CONTRATS. 2<sup>e</sup> Partic. :

BAUX D'HABITATION. BAUX RURAUX. ENTREPRISE  
MANDAT. PRÊT. DÉPÔT. ASSURANCE. JEU. RENTE VIAGÈRE. TRANSACTION

**LICENCE ET MAÎTRISE EN DROIT**  
**DOCTORAT EN DROIT**

ÉDITIONS  
MONTCHRESTIEN

158 - 160, RUE SAINT-JACQUES - PARIS (5<sup>e</sup>)

**TABLE ANALYTIQUE**  
**DES MATIÈRES DU 2<sup>e</sup> VOLUME (2<sup>e</sup> partie)**

(Voir *supra*, p. 1131, la Table des Leçons,  
et *supra*, p. 1101, la Table alphabétique des Matières.)

---

<b>Titre II. — Le louage de choses</b> (n <sup>os</sup> 1047 à 1327) .....	363
<i>Introduction</i> (n <sup>os</sup> 1047 à 1049) .....	363
<b>Chapitre Premier. — Caractères généraux du contrat de louage de choses</b> (n <sup>os</sup> 1050 à 1093) .....	367
<b>Section 1. — Nature juridique du contrat de louage de choses</b> (n <sup>os</sup> 1051 à 1061) .....	368
A. — Contrat consensuel (n <sup>os</sup> 1052 et 1053) .....	368
B. — Contrat à titre onéreux (n <sup>os</sup> 1054 à 1057) .....	369
C. — Contrat synallagmatique (n <sup>os</sup> 1058 à 1058-4) .....	371
D. — Contrat à exécution successive (n <sup>os</sup> 1059 à 1061) .....	373
<b>Section 2. — Nature juridique du droit du preneur</b> (n <sup>os</sup> 1062 à 1093) .....	380
§ 1. — DÉTERMINATION DE LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT DU PRENEUR (n <sup>os</sup> 1066 à 1072-3) .....	382
I — <i>Le droit du preneur dans le Code civil</i> (n <sup>os</sup> 1066 à 1069) .....	382
II. — <i>Le droit du preneur dans la législation récente</i> (n <sup>os</sup> 1070 à 1072-3) .....	388
A. — Le droit du preneur demeure un droit de créance (n <sup>o</sup> 1070) .....	388
B. — Atténuations apportées au principe selon lequel le droit du preneur est un droit personnel (n <sup>os</sup> 1071 à 1072-3) .....	389
§ 2. — CONSÉQUENCES DE LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT DU PRENEUR (n <sup>os</sup> 1073 à 1093) .....	400
I. — <i>Conséquences du caractère du droit du preneur, droit de créance</i> (n <sup>os</sup> 1074 à 1084) .....	400
A. — Le droit du preneur est, en principe, mobilier (n <sup>o</sup> 1075) .....	400
B. — Le droit du preneur ne tombe pas en communauté (n <sup>o</sup> 1075) .....	400
C. — Transmission du droit du preneur (n <sup>os</sup> 1076 à 1083) .....	404
D. — Bail de la chose d'autrui (n <sup>o</sup> 1084) .....	411
II. — <i>Conséquences du caractère particulier du droit du preneur, « jus ad rem »</i> (n <sup>os</sup> 1085 à 1092) .....	412
A. — Obligation pour le tiers acquéreur « d'entretenir le bail » (n <sup>os</sup> 1086 à 1090) .....	412

<i>B</i> — Les conflits nés à l'occasion du bail (n <sup>os</sup> 1091 et 1093) . . . . .	416
1) Conflits entre preneurs successifs d'un même bien (n <sup>o</sup> 1091) . . . . .	416
2) Conflits entre l'acquéreur et le titulaire d'un bail d'une durée supérieure à 12 années (n <sup>o</sup> 1092) . . . . .	417
 <b>Chapitre II. — Le louage d'immeubles</b> (n <sup>os</sup> 1094 à 1316) . . . . .	425
<b>Section 1. — Les baux urbains : baux de locaux à usage d'habitation ou à usage professionnel</b> (n <sup>os</sup> 1097 à 1230) . . . . .	427
§ 1. — LE DROIT COMMUN APPLICABLE AUX BAUX A USAGE D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL (n <sup>os</sup> 1099 à 1152) . . . . .	428
I. — <i>Formation et preuve des baux d'habitation ou professionnels</i> (n <sup>os</sup> 1100 à 1105) . . . . .	429
a) Formation (n <sup>o</sup> 1100) . . . . .	429
b) Preuve (n <sup>os</sup> 1101 à 1105) . . . . .	429
II. — <i>Effets du bail d'habitation ou professionnel</i> (n <sup>os</sup> 1106 à 1144) . . . . .	432
1. — Obligations du bailleur (n <sup>os</sup> 1107 à 1120) . . . . .	432
A. — Obligation de délivrance (n <sup>o</sup> 1108) . . . . .	432
B. — Obligation d'entretien (n <sup>os</sup> 1109 à 1111) . . . . .	433
C. — Obligation de garantie (n <sup>os</sup> 1112 à 1118) . . . . .	435
a) Garantie d'éviction (n <sup>os</sup> 1113 à 1115) . . . . .	436
b) Garantie des vices cachés (n <sup>os</sup> 1116 et 1117) . . . . .	439
c) Conventions en matière de garantie (n <sup>o</sup> 1118) . . . . .	440
D. — Obligation de sécurité (n <sup>o</sup> 1119) . . . . .	440
2. — Obligations du locataire (n <sup>os</sup> 1121 à 1137) . . . . .	449
A. — Paiement du loyer (n <sup>os</sup> 1122 à 1123) . . . . .	449
B. — Usage de l'immeuble selon sa destination (n <sup>os</sup> 1124 à 1127-2) . . . . .	450
C. — Conservation et restitution de l'immeuble loué (n <sup>os</sup> 1128 à 1136) . . . . .	453
3. — Sanctions de l'inexécution des obligations du bailleur et du locataire (n <sup>os</sup> 1138 à 1144) . . . . .	466
A. — Exécution forcée (n <sup>o</sup> 1139) . . . . .	466
B. — Résiliation judiciaire (n <sup>os</sup> 1140 à 1142) . . . . .	467
C. — Les risques dans le bail (n <sup>os</sup> 1143 et 1144) . . . . .	469
III. — <i>Extinction du bail</i> (n <sup>os</sup> 1145 à 1151-2) . . . . .	471
A. — Causes d'extinction du bail (n <sup>os</sup> 1146 à 1149-5) . . . . .	471
B. — Effets de l'extinction du bail (n <sup>os</sup> 1150 et 1151-2) . . . . .	473
§ 2. — LA LÉGISLATION SPÉCIALE DES BAUX DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL (LOI DU 1 <sup>er</sup> SEPTEMBRE 1948 ET DISPOSITIONS POSTÉRIEURES) (n <sup>os</sup> 1153 à 1229) . . . . .	482
I. — <i>Caractères généraux de la législation spéciale des baux d'habitation et professionnels</i> (n <sup>os</sup> 1155 à 1162-2) . . . . .	485
II. — <i>Domaine de la législation spéciale des baux d'habitation et professionnels</i> (n <sup>os</sup> 1163 à 1174) . . . . .	491
A. — Affectation de l'immeuble (n <sup>os</sup> 1164 à 1166) . . . . .	491
B. — Immeubles visés (n <sup>os</sup> 1167 à 1169) . . . . .	494
C. — Bénéficiaires (n <sup>os</sup> 1170 à 1172) . . . . .	496
D. — Exclusion partielle ou complète de la législation spéciale pour les baux qui devraient y être soumis (n <sup>o</sup> 1172-2) . . . . .	497
E. — Domaine d'application dans le temps (n <sup>o</sup> 1173) . . . . .	501
F. — Autonomie du droit des loyers par rapport au droit commun (n <sup>o</sup> 1173-2) . . . . .	501

<i>III. — Les règles dérogatoires au droit commun, édictées par la législation spéciale des baux d'habitation et professionnels (n<sup>os</sup> 1175 à 1229) . . . . .</i>	513
1. — Le droit au maintien dans les lieux et le droit de reprise (n <sup>os</sup> 1176 à 1204) . . . . .	513
A. — Le principe du droit au maintien dans les lieux (n <sup>os</sup> 1177 à 1190) . . . . .	514
1) Les titulaires du droit au maintien dans les lieux (n <sup>os</sup> 1178 à 1181) . . . . .	514
2) Conditions que doivent remplir les titulaires du droit au maintien (n <sup>os</sup> 1182 à 1185) . . . . .	520
3) Nature juridique du droit au maintien dans les lieux (n <sup>os</sup> 1186 à 1190) . . . . .	525
B. — Le droit de reprise (n <sup>os</sup> 1191 à 1203-2) . . . . .	528
a) Personnes pouvant exercer le droit de reprise et bénéficiaires de ce droit (n <sup>os</sup> 1194 et 1195) . . . . .	530
b) Personnes contre qui peut être exercé le droit de reprise (n <sup>o</sup> 1196) . . . . .	531
c) Conditions du droit de reprise (n <sup>os</sup> 1197 à 1203) . . . . .	531
2. — Le montant et le paiement des loyers et des charges (n <sup>os</sup> 1205 à 1221) . . . . .	545
A. — Domaine des règles relatives à la fixation du loyer (n <sup>os</sup> 1206 et 1207) . . . . .	545
B. — Modes de fixation des loyers selon la loi de 1948 (n <sup>os</sup> 1208 à 1215) . . . . .	547
C. — Répartition des charges (n <sup>o</sup> 1216) . . . . .	553
D. — Paiement du loyer et des charges (n <sup>os</sup> 1217 à 1218-3) . . . . .	554
E. — Travaux effectués dans l'immeuble par le locataire ou l'occupant (n <sup>os</sup> 1219 à 1221-2) . . . . .	556
3. — Transmission du droit du locataire ou de l'occupant (n <sup>os</sup> 1222 à 1224) . . . . .	558
<i>IV. — Locations en meublé (n<sup>os</sup> 1225 à 1229) . . . . .</i>	563
a) Locations en meublé par des non-professionnels (n <sup>os</sup> 1226 à 1228) . . . . .	563
b) Locations en meublé par des professionnels (n <sup>o</sup> 1229) . . . . .	564
<b>Section 2. — Les baux ruraux (n<sup>os</sup> 1231 à 1302) . . . . .</b>	570
SOUS-SECTION I. — Le statut du fermage et du métayage en général (n <sup>os</sup> 1235 à 1295-2) . . . . .	578
1) Nature du contrat de bail rural (n <sup>os</sup> 1237 à 1237-3) . . . . .	578
2) Immeubles donnés à bail rural (n <sup>os</sup> 1238 et 1238-2) . . . . .	581
3) Les preneurs de baux ruraux . cas particuliers (n <sup>os</sup> 1239 et 1239-2) . . . . .	583
4) Application dans le temps des règles relatives aux baux ruraux (n <sup>o</sup> 1240) . . . . .	585
5) Remembrement et structures agricoles : influence sur le bail rural (n <sup>o</sup> 1241) . . . . .	586
I. — Preuve et formation du contrat de bail rural (n <sup>os</sup> 1243 à 1247) . . . . .	589
§ 1. — PREUVE : L'ARTICLE 1715 DU CODE CIVIL ET LE COMMENCEMENT D'EXÉCUTION DU BAIL RURAL (n <sup>o</sup> 1243) . . . . .	589
§ 2. — FORMATION DU CONTRAT DE BAIL RURAL (n <sup>os</sup> 1244 à 1246-2) . . . . .	590
a) Le contrat « forcé » (n <sup>os</sup> 1244 et 1244-2) . . . . .	590
b) Capacité des parties (n <sup>o</sup> 1245) . . . . .	591
c) Acte constatant l'état des lieux (n <sup>o</sup> 1246) . . . . .	591
d) Acte authentique ou acte sous seing privé enregistré (n <sup>o</sup> 1246-2) . . . . .	592
II. — Effets du contrat de bail rural dans le statut (n <sup>os</sup> 1248 à 1277) . . . . .	603
§ 1. — DROIT DE PRÉEMPTION DU PRENEUR (n <sup>os</sup> 1249 à 1262-9) . . . . .	603
A. — Nature du droit de préemption (n <sup>os</sup> 1251 à 1253) . . . . .	604
B. — Conditions d'exercice du droit de préemption (n <sup>os</sup> 1254 à 1260) . . . . .	606
a) Conditions relatives au bien loué (n <sup>o</sup> 1255) . . . . .	607
b) Conditions relatives à l'aliénation (n <sup>os</sup> 1256 à 1258) . . . . .	607
c) Conditions relatives à l'acquéreur (n <sup>o</sup> 1259) . . . . .	611
d) Conditions relatives au titulaire (n <sup>os</sup> 1260 à 1260-5) . . . . .	611
C. — Mécanisme du droit de préemption (n <sup>o</sup> 1261) . . . . .	615

<i>D.</i> — Sanctions du droit de préemption (n° 1262) . . . . .	619
<i>E.</i> — Droit de préemption de la SAFER et droit de préemption du preneur (n <sup>os</sup> 1262-2 à 1262-9) . . . . .	620
§ 2. — OBLIGATIONS DU BAILLEUR ET DU PRENEUR (n <sup>os</sup> 1263 à 1276) . . . . .	630
<i>A.</i> — Obligations du bailleur (n° 1264) . . . . .	631
<i>B.</i> — Obligations du preneur (n <sup>os</sup> 1265 à 1274-3) . . . . .	632
<i>C.</i> — Sanctions de l'inexécution des obligations du bailleur et du preneur (n <sup>os</sup> 1275 et 1276) . . . . .	642
<i>III.</i> — <i>Transmission et extinction du bail rural</i> (n <sup>os</sup> 1278 à 1295-2) . . . . .	653
§ 1. — TRANSMISSION DU BAIL RURAL (n <sup>os</sup> 1279 à 1283) . . . . .	653
<i>A.</i> — Transmission entre vifs (n <sup>os</sup> 1280 à 1282) . . . . .	654
<i>B.</i> — Transmission à cause de mort (n° 1283) . . . . .	659
§ 2. — EXTINCTION DU BAIL RURAL (n <sup>os</sup> 1284 à 1295-2) . . . . .	660
<i>A.</i> — Causes d'extinction du bail rural (n° 1285) . . . . .	660
1) Causes diverses d'extinction du bail (n° 1285) . . . . .	661
2) L'arrivée du terme (n <sup>os</sup> 1286 à 1289-3) . . . . .	663
3) Le droit de reprise (n <sup>os</sup> 1290 à 1293-2) . . . . .	669
<i>B.</i> — Effets de l'extinction du bail rural : l'indemnité du preneur sortant (n <sup>os</sup> 1294 à 1295-2) . . . . .	676
SOUS-SECTION II. — Règles propres au métayage (n <sup>os</sup> 1296 à 1300) . . . . .	684
SOUS-SECTION III. — Baux à caractère spécial (n <sup>os</sup> 1300-2 à 1300-17) . . . . .	704
§ 1. — CARACTÈRE SPÉCIAL RÉSULTANT DE LA DURÉE DU BAIL RURAL (n <sup>os</sup> 1300-2 à 1300-17 <i>ter</i> ) . . . . .	704
<i>Sous-paragraphes I.</i> — Les baux à long terme (n <sup>os</sup> 1300-2 à 1300-17) . . . . .	704
<i>I.</i> — <i>Dispositions propres au bail à long terme</i> (n <sup>os</sup> 1300-3 à 1300-14 <i>bis</i> ) . . . . .	705
<i>A.</i> — Nature et formation du bail à long terme (n <sup>os</sup> 1300-4 à 1300-6) . . . . .	705
<i>B.</i> — Formes (n° 1300-7) . . . . .	708
<i>C.</i> — Durée (n <sup>os</sup> 1300-8 et 1300-9) . . . . .	709
a) Les baux de dix-huit ans (n° 1300-8) . . . . .	709
b) Les baux de plus de vingt-cinq ans (n° 1300-9) . . . . .	710
<i>D.</i> — Baux à métayage (n <sup>os</sup> 1300-10-11 et 12) . . . . .	712
<i>E.</i> — Preneurs étrangers (n° 1300-13) . . . . .	712
<i>F.</i> — Dispositions fiscales (n° 1300-14) . . . . .	712
<i>G.</i> — Bail à long terme et règlements successoraux : l'attribution préférentielle en jouissance (n° 1300-14 <i>bis</i> ) . . . . .	714
<i>II.</i> — <i>Dispositions communes au bail à long terme et aux autres baux</i> (n <sup>os</sup> 1315 à 1300-17) . . . . .	715
<i>A.</i> — Statut des baux ruraux (n° 1300-16) . . . . .	715
<i>B.</i> — Droit commun (n° 1300-17) . . . . .	717
<i>Sous-paragraphes II.</i> — Les baux de carrière (n° 1300-17 <i>bis</i> ) . . . . .	718
<i>Sous-paragraphes III.</i> — Les baux de six ans (n° 1300-17 <i>ter</i> ) . . . . .	718
§ 2. — CARACTÈRE SPÉCIAL TENANT A L'OBJET DU BAIL RURAL (n <sup>os</sup> 1301 à 1315) . . . . .	719
<i>Sous-paragraphes I.</i> — Les baux de chasse ou de pêche (n° 1301) . . . . .	719

<i>Sous-paragraphe II. — Le bail à cheptel (n<sup>os</sup> 1302 à 1315) .....</i>	720
A. — Cheptel simple et cheptel à moitié (n <sup>os</sup> 1304 à 1310) .....	722
B. — Cheptel de fer (n <sup>os</sup> 1311 à 1315) .....	725
<b>Chapitre III. — Le louage de meubles (n<sup>os</sup> 1317 à 1327) .....</b>	<b>730</b>
I. — Règles générales de la location de meubles (n <sup>os</sup> 1318 à 1327) .....	730
A. — Domaine de la location de meubles (n <sup>o</sup> 1319) .....	731
B. — Preuve et formation de la location de meubles (n <sup>os</sup> 1320 et 1321) .....	732
C. — Effets de la location de meubles (n <sup>os</sup> 1322 à 1325) .....	732
D. — Extinction de la location de meubles (n <sup>os</sup> 1326 et 1327) .....	734
<b>Titre III. — Le contrat d'entreprise (n<sup>os</sup> 1328 à 1381-4) .....</b>	<b>741</b>
<b>Section 1. — Définition, nature et règles générales du contrat d'entreprise (n<sup>os</sup> 1328 à 1359) .....</b>	<b>743</b>
§ 1. — DÉFINITION ET NATURE DU CONTRAT D'ENTREPRISE (n <sup>os</sup> 1331 à 1339) .....	743
A. — Contrat d'entreprise et contrat de travail (n <sup>os</sup> 1332 à 1333) .....	743
B. — Contrat d'entreprise et contrat de mandat (n <sup>os</sup> 1334 et 1335) .....	746
C. — Contrat d'entreprise et contrat de vente de choses futures (n <sup>os</sup> 1336 et 1337) .....	747
D. — Contrat d'entreprise et contrat de dépôt (n <sup>o</sup> 1338) .....	750
Conventions complexes ou mixtes (n <sup>o</sup> 1339) .....	751
§ 2. — RÈGLES GÉNÉRALES DU CONTRAT D'ENTREPRISE (n <sup>os</sup> 1340 à 1359) .....	752
I. — Formation du contrat d'entreprise (n <sup>os</sup> 1341 à 1344) .....	752
II. — Effets du contrat d'entreprise (n <sup>os</sup> 1345 à 1356) .....	756
A. — Obligations de l'entrepreneur (n <sup>os</sup> 1346 à 1351-3) .....	757
a) Louage d'ouvrage ne s'appliquant pas aux choses (n <sup>os</sup> 1347-2 et 1347-3) .	758
b) Louage d'ouvrage relatif aux choses à fabriquer, façonner, transformer, réparer, etc. (n <sup>os</sup> 1348 à 1351-3) .....	760
B. — Obligations du maître (n <sup>os</sup> 1352 à 1355-3) .....	765
C. — Les risques dans le contrat d'entreprise (n <sup>o</sup> 1356) .....	767
III. — Extinction du contrat d'entreprise (n <sup>os</sup> 1357 et 1358) .....	768
<b>Section 2. — Règles particulières du contrat d'entreprise de construction de bâtiments (n<sup>os</sup> 1360 à 1381-4) .....</b>	<b>776</b>
§ 1. — MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLAN DES TRAVAUX DANS LE CONTRAT D'ENTREPRISE DE CONSTRUCTION CONCLU A FORFAIT (n <sup>o</sup> 1361) .....	776
§ 2. — MISSIONS ET OBLIGATIONS DES CONSTRUCTEURS (n <sup>os</sup> 1362 et 1363) .....	778
§ 3. — RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE DES CONSTRUCTEURS (n <sup>os</sup> 1364 à 1364-4) .....	788
§ 4. — LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE DES CONSTRUCTEURS (n <sup>os</sup> 1365 à 1377) .	792
I. — La réception des travaux (n <sup>o</sup> 1365-2) .....	792
II. — Les risques; la garantie de parfait achèvement (n <sup>os</sup> 1365-3 à 1365-5) .....	794

III. — <i>La responsabilité (ou garantie) décennale ou biennale des constructeurs</i> (n <sup>os</sup> 1366 à 1372) .....	798
A. — <i>Personnes tenues à garantie</i> (n <sup>o</sup> 1367) .....	799
B. — <i>Conditions des garanties</i> (n <sup>os</sup> 1368 à 1368-5) .....	801
C. — <i>Charge de la preuve</i> (n <sup>o</sup> 1369) .....	808
D. — <i>Les causes d'exonération</i> (n <sup>os</sup> 1370 et 1370-2) .....	810
E. — <i>Durée des garanties</i> (n <sup>os</sup> 1371 et 1371-2) .....	813
IV. — <i>La responsabilité contractuelle de droit commun des constructeurs</i> (n <sup>o</sup> 1373) .....	821
V. — <i>Responsabilité in solidum des constructeurs. Recours</i> (n <sup>os</sup> 1374 et 1374-2) ..	823
VI. — <i>Exercice des actions en responsabilité ou garantie</i> (n <sup>os</sup> 1375 à 1375-3) .....	824
VII. — <i>La réparation des dommages</i> (n <sup>o</sup> 1376) .....	827
VIII. — <i>Conventions de responsabilité</i> (n <sup>o</sup> 1377) .....	827
§ 5. — <i>ACTION DIRECTE DES OUVRIERS</i> (n <sup>o</sup> 1378) .....	829
§ 6. — <i>LES SOUS-ENTREPRENEURS</i> (n <sup>os</sup> 1379 à 1380) .....	830
A. — <i>Sous-traitance industrielle et sous-traitance de marché</i> (n <sup>o</sup> 1379) .....	830
B. — <i>Le choix du sous-entrepreneur</i> (n <sup>o</sup> 1379-2) .....	831
C. — <i>Rapports du maître, de l'entrepreneur et du sous-traitant</i> (n <sup>o</sup> 1379-3) .....	832
D. — <i>La loi du 31 décembre 1975 et la protection du sous-traitant</i> (n <sup>o</sup> 1379-4) .....	834
E. — <i>Marchandage. Travail temporaire. Travail clandestin</i> (n <sup>o</sup> 1380) .....	837
§ 7. — <i>ASSURANCES OBLIGATOIRES DES TRAVAUX DE BÂTIMENT</i> (n <sup>os</sup> 1381 à 1381-4) ..	838
A. — <i>Réforme de l'assurance de la construction</i> (n <sup>o</sup> 1381) .....	838
B. — <i>Assurance de responsabilité obligatoire</i> (n <sup>o</sup> 1381-2) .....	839
C. — <i>Assurance de dommages obligatoire</i> (n <sup>o</sup> 1381-3) .....	841
<b>Titre IV. — Le contrat de mandat</b> (n <sup>os</sup> 1382 à 1431) .....	848
§ 1. — <i>DÉFINITION ET NATURE DU CONTRAT DE MANDAT</i> (n <sup>os</sup> 1384 à 1388) .....	849
§ 2. — <i>FORMATION DU CONTRAT DE MANDAT</i> (n <sup>os</sup> 1389 à 1398) .....	852
I. — <i>Le consentement</i> (n <sup>os</sup> 1390 à 1393) .....	852
II. — <i>Preuve du contrat de mandat</i> (n <sup>os</sup> 1394 et 1395) .....	857
III. — <i>Capacité du mandant et du mandataire</i> (n <sup>os</sup> 1396 et 1397) .....	859
§ 3. — <i>EFFETS DU CONTRAT DE MANDAT</i> (n <sup>os</sup> 1399 à 1415) .....	867
A. — <i>Effets entre les parties</i> (n <sup>os</sup> 1400 à 1412) .....	867
a) <i>Obligations du mandataire</i> (n <sup>os</sup> 1401 à 1405) .....	867
b) <i>Obligations du mandant</i> (n <sup>os</sup> 1406 à 1412) .....	869
B. — <i>Effets à l'égard des tiers</i> (n <sup>os</sup> 1413 à 1415) .....	871
§ 4. — <i>EXTINCTION DU CONTRAT DE MANDAT</i> (n <sup>os</sup> 1416 à 1426) .....	872
A. — <i>Résiliation par volonté unilatérale</i> (n <sup>os</sup> 1417 à 1423) .....	873
a) <i>Révocation du mandat</i> (n <sup>os</sup> 1418 à 1422) .....	873
b) <i>Renonciation du mandataire</i> (n <sup>o</sup> 1423) .....	877
B. — <i>Mort de l'une des parties</i> (n <sup>o</sup> 1424) .....	878
C. — <i>Incapacité, liquidation des biens, faillite et déconfiture de l'une des parties</i> (n <sup>os</sup> 1425 et 1426) .....	879
§ 5. — <i>LA COMMISSION, LA DÉCLARATION DE COMMAND ET LE PRÊTE-NOM</i> (n <sup>os</sup> 1427 à 1430) .....	879

<b>Titre V. — Le contrat de prêt</b> (n <sup>os</sup> 1432 à 1490) .....	888
§ 1. — LE COMMODAT OU PRÊT A USAGE (n <sup>os</sup> 1438 à 1450) .....	891
A. — Formation du contrat de commodat (n <sup>os</sup> 1439 et 1440) .....	892
B. — Effets du contrat de commodat (n <sup>os</sup> 1441 à 1449) .....	892
a) Obligations du commodataire (n <sup>os</sup> 1442 à 1444) .....	893
b) Obligations du prêteur à usage (n <sup>os</sup> 1445 à 1449) ..	895
C. — Extinction du contrat de commodat (n <sup>o</sup> 1450) .....	895
§ 2. — LE « MUTUUM » OU PRÊT DE CONSOMMATION (n <sup>os</sup> 1451 à 1460) .....	896
A. — Formation du contrat de « mutuum » (n <sup>os</sup> 1453 et 1454) .....	897
B. — Effets du contrat de « mutuum » (n <sup>os</sup> 1455 à 1458) .....	897
C. — Extinction du contrat de « mutuum » (n <sup>o</sup> 1459) .....	898
§ 3. — LE CONTRAT DE PRÊT D'ARGENT (n <sup>os</sup> 1461 à 1490) .....	905
A. — Formation et preuve du contrat de prêt d'argent (n <sup>os</sup> 1466 à 1471) .....	909
B. — Effets du contrat de prêt d'argent (n <sup>os</sup> 1472 à 1481) .....	916
a) Remboursement du capital (n <sup>os</sup> 1473 à 1477) .....	916
b) Paiement des intérêts (n <sup>os</sup> 1478 à 1480) .....	919
C. — Contrats particuliers de prêt d'argent (n <sup>os</sup> 1482 à 1489) .....	921
a) Prêts consentis à des personnes morales (n <sup>o</sup> 1483) .....	921
b) Prêts consentis par des personnes morales (n <sup>o</sup> 1484) ..	922
c) Contrat de constitution de rente perpétuelle (n <sup>os</sup> 1485 à 1489) .....	923
 <b>Titre VI. — Le contrat de dépôt et le séquestre</b> (n <sup>os</sup> 1491 à 1524) .....	 929
I. — <i>Le contrat de dépôt</i> (n <sup>os</sup> 1492 à 1520) .....	929
1. — Le dépôt régulier (n <sup>os</sup> 1493 à 1516) .....	930
A. — Le dépôt volontaire (n <sup>os</sup> 1494 à 1508-2) .....	930
a) Formation du contrat de dépôt (n <sup>os</sup> 1495 à 1497) .....	930
b) Effets du contrat de dépôt (n <sup>os</sup> 1498 à 1504) .....	932
c) Nature du contrat de dépôt (n <sup>os</sup> 1505 à 1508) ..	936
d) Extinction du contrat de dépôt (n <sup>o</sup> 1508-2) .....	938
B. — Le dépôt nécessaire (n <sup>os</sup> 1509 et 1510) .....	938
C. — Le dépôt hôtelier (n <sup>os</sup> 1511 à 1516) .....	938
2. — Le dépôt irrégulier (n <sup>os</sup> 1517 à 1520) .....	943
II. — <i>Le séquestre</i> (n <sup>os</sup> 1521 à 1523) .....	945
 <b>Titre VII. — Les contrats aléatoires</b> (n <sup>os</sup> 1525 à 1632) .....	 954
<b>Section 1. — Le contrat d'assurance terrestre</b> (n <sup>os</sup> 1528 à 1612) .....	956
§ 1. — RÈGLES GÉNÉRALES DU CONTRAT D'ASSURANCE TERRESTRE (n <sup>os</sup> 1534 à 1580) .....	960
I. — <i>Preuve et formation du contrat d'assurance terrestre</i> (n <sup>os</sup> 1537 à 1549) ..	961
A. — Preuve (n <sup>os</sup> 1537 et 1538) .....	961
B. — Formation (n <sup>os</sup> 1539 à 1548) .....	963
a) Consentement (n <sup>os</sup> 1540 à 1545) .....	963
b) Objet et cause (n <sup>os</sup> 1546 et 1547) .....	968
c) Le contrat est établi en considération de certaines prévisions (n <sup>o</sup> 1547-2) ..	970
d) Sanctions des conditions de formation (n <sup>o</sup> 1548) .....	970

II. — Effets du contrat d'assurance terrestre (n <sup>os</sup> 1550 à 1563) .....	976
A. — Obligations de l'assuré (n <sup>os</sup> 1551 à 1558) .....	976
a) Paiement des primes (n <sup>os</sup> 1552 à 1554) .....	976
b) Déclarations obligatoires (n <sup>os</sup> 1555 à 1558) .....	979
B. — Obligations de l'assureur (n <sup>os</sup> 1559 à 1562) .....	982
C. — Actions dérivant du contrat d'assurance (n <sup>os</sup> 1562 et 1563) .....	984
III. — Extinction et transmission du contrat d'assurance terrestre (n <sup>os</sup> 1564 à 1579) .....	986
A. — Extinction du contrat d'assurance terrestre (n <sup>os</sup> 1565 à 1575) .....	986
a) Résiliation (n <sup>os</sup> 1567 à 1571) .....	987
b) Suspension (n <sup>os</sup> 1572 à 1574) .....	990
c) Déchéance (n <sup>o</sup> 1575) .....	992
B. — Transmission du contrat d'assurance terrestre (n <sup>os</sup> 1576 à 1579) .....	994
§ 2. — RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ASSURANCES DE DOMMAGES (n <sup>os</sup> 1581 à 1597) ..	1003
I. — Règles générales des assurances de dommages (n <sup>os</sup> 1582 à 1590) .....	1003
a) Nature du contrat d'assurance de dommages (n <sup>o</sup> 1583) .....	1003
b) Objet du contrat d'assurance de dommages (n <sup>o</sup> 1584) .....	1004
c) Indemnité due par l'assureur de dommages (n <sup>os</sup> 1585 à 1590) .....	1004
II. — Les différentes assurances de dommages (n <sup>os</sup> 1591 à 1597) .....	1009
A. — L'assurance contre l'incendie (n <sup>os</sup> 1592 et 1593) .....	1009
B. — L'assurance de responsabilité (n <sup>os</sup> 1594 à 1597) .....	1010
§ 3. — RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ASSURANCES DE PERSONNES (n <sup>os</sup> 1598 à 1611) ..	1016
I. — Assurance sur la vie (n <sup>os</sup> 1600 à 1610) .....	1017
A. — Règles applicables à toutes les assurances sur la vie (n <sup>os</sup> 1602 à 1605) ..	1018
B. — Règles particulières aux assurances en cas de décès (n <sup>os</sup> 1606 à 1610) ..	1020
a) Risque assuré (n <sup>os</sup> 1606 et 1607) .....	1020
b) Bénéficiaire (n <sup>os</sup> 1608 et 1609) .....	1021
II. — Assurance individuelle contre les accidents corporels (n <sup>o</sup> 1611) .....	1023
<b>Section 2. — Le jeu et le pari</b> (n <sup>os</sup> 1613 à 1618) .....	1049
<b>Section 3. — Le contrat de constitution de rente viagère</b> (n <sup>os</sup> 1619 à 1632) .....	1057
A. — Caractères du contrat de constitution de rente viagère (n <sup>os</sup> 1620 à 1622) ..	1057
B. — Formation du contrat de constitution de rente viagère (n <sup>os</sup> 1623 et 1624) ..	1059
C. — Effets du contrat de constitution de rente viagère (n <sup>os</sup> 1625 à 1628) ....	1061
D. — Extinction du contrat de constitution de rente viagère (n <sup>os</sup> 1629 à 1631) ..	1065
<b>Titre VIII. — La transaction</b> (n <sup>os</sup> 1633 à 1654) .....	1082
I. — Caractères du contrat de transaction (n <sup>os</sup> 1634 à 1638) .....	1083
II. — Formation du contrat de transaction (n <sup>os</sup> 1639 à 1649) .....	1085
a) Consentement (n <sup>os</sup> 1642 à 1647) .....	1086
b) Objet (n <sup>o</sup> 1648) .....	1090
c) Sanctions des conditions de formation (n <sup>o</sup> 1649) .....	1090
III. — Effets du contrat de transaction (n <sup>os</sup> 1650 à 1654) .....	1091
IV. — Clause compromissoire et compromis .....	1094
<b>Conclusion</b> (n <sup>o</sup> 1655) .....	1095
<b>Table alphabétique des matières</b> .....	1101
<b>Table des leçons</b> .....	1131